



Métropole insoumise, résiliente et solidaire

Laurent Legendre
Florestan Groult
Moïse Diop

vous présentent le

SERVICE APRÈS-VOTE

2022-23



Rapport d'activité de vos élus
troisième année de mandat

// 2022-23

SOMMAIRE

	page
01 Le mot du président	3
02 Une année de lutttes	4
03 En conseil	5
04 Focus sur la Vice Présidence au Sport et à la Vie Associative	7
05 Métropole Tour	12
06 Remerciements	13

LE MOT DU

PRESIDENT

Cette année 2023 est particulière à de multiples titres et nous tenions à rassembler dans un document de **redevabilité** vers les électrices et les électeurs le sens de notre action au quotidien en tant qu'élus métropolitains.

Depuis le début du mandat, la tâche que nous avons comme représentant des insoumis à la Métropole de Lyon est à la fois exaltante et frustrante.

Exaltante, parce que les compétences et le budget de la Métropole permettent d'agir sur le quotidien de manière concrète et forte. **Frustrante**, car nous sommes la minorité dans la majorité avec EELV sur une ligne de radicalité écosocialiste qui se heurte aux réflexes gestionnaires de l'institution.

Nous savons néanmoins que nous semons les graines pour que le programme de la NUPES soit décliné au niveau local avec la bifurcation de notre modèle économique au service de la justice sociale et de la préservation d'un écosystème habitable et vivable d'ici 2050-2100, pour les êtres humains de cette planète et de notre territoire.

2023 est d'abord l'année de présence de notre groupe politique dans l'exécutif métropolitain. C'est un fait important que **Florestan GROULT soit devenu 23ème Vice-Président de la Métropole à la politique sportive et à l'animation de la vie associative** à partir de septembre 2022. Le contexte national avec les résultats de la FI et de la NUPES a rendu incontournable que nous disions oui à la nouvelle main tendue de Bruno BERNARD de rentrer dans « le gouvernement de la Métropole ». En quelques mois, des grandes orientations ont été prises, avec un premier aboutissement de la délibération cadre que nous avons votée fin juin sur la vie associative avec la création du comité Christiane Faure. Ce service après-vote est largement consacré au travail au sein de l'exécutif et à la valorisation du travail harassant d'un vice-président.

2023 a aussi été l'année du **départ d'Idir BOUMERTIT** faisant le choix du non-cumul de mandat après son élection comme député. C'est le groupe Communistes et Républicains qui a bénéficié de cette démission en gagnant un élu. Notre groupe, désormais de 3 élus, dont 1 vice-président, n'est pas représenté à la hauteur des résultats de la France insoumise sur le territoire. C'est donc dans une nouvelle articulation avec les 2 députés LFI-NUPES du Rhône Idir BOUMERTIT et Gabriel AMARD que notre groupe trouve sa force pour dresser une ligne anticapitaliste au sein d'une majorité composée de 58 élus EELV.

2023 a été surtout le raidissement du pouvoir macroniste au niveau national : la violente réforme des retraites bien sûr, tant sur le fond - c'est la réforme qui pénalisera les femmes et les pauvres - que sur la forme - l'utilisation du 49.3 et des abus de pouvoir de la Vème République, mais aussi les violences policières à Sainte-Soline et ailleurs, la dissolution des soulèvements de la Terre, la réponse bourgeoise aux émeutes urbaines de la faim* de juillet 2023. [*https://legrandcontinent.eu/fr/2023/07/05/des-emeutes-de-la-faim-lepicentre-ukrainien-de-la-crise-francaise/](https://legrandcontinent.eu/fr/2023/07/05/des-emeutes-de-la-faim-lepicentre-ukrainien-de-la-crise-francaise/)

Tout est fait désormais pour faire sortir LFI de l'arc républicain, mais nous connaissons la raison : nous sommes un rempart contre l'extrême droite et quand les libéraux et la bourgeoisie choisissent de prendre à leur compte les idées réactionnaires pour soi-disant les combattre, nous n'hésitons pas à les nommer, à dévoiler leur imposture et à prendre nos distances à ceux qui sortent justement de la République !

On peut profiter de l'été pour lire ou relire « Rhinocéros » d'Eugène Ionesco. Métaphore tragique et comique de la montée des totalitarismes à l'aube de la Seconde Guerre Mondiale, elle montre les dangers du conformisme qui, en laissant disparaître la pensée individuelle, favorise la mise en place de régimes totalitaires. Le peuple français est-il déjà atteint d'une épidémie imaginaire de « rhinocérite » ? Le pire n'est jamais certain, alors nous continuons d'œuvrer à notre place pour créer les conditions d'un monde plus juste.

Bonne lecture du SAV 2022/2023 !

Métropole insoumise, résiliente et solidaire

// RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022-23



POUR NOS RETRAITES

Au cours de cette année de mandat, le paysage politique a été marqué par une mobilisation d'envergure contre la réforme des retraites imposée par le gouvernement d'Emmanuel Macron. À travers les 13 vagues de mobilisations syndicales, les représentants du groupe ont uni leurs forces aux côtés des militants en participant aux différents

rassemblements, utilisés les médias pour exprimer leur refus catégorique envers une réforme qui n'a jamais été soumise au vote et qui ne le sera jamais. Cette proposition visant à ajouter deux années de travail aux citoyens français, sous prétexte d'une prétendue égalité, en réalité renforce les disparités et porte préjudice aux femmes et aux personnes les plus vulnérables. Ces actions vont à l'encontre de décennies de luttes sociales, et ternissent notre réputation en tant que nation démocratique progressiste et pionnière en matière de sécurité sociale.



UNE ANNEE

DE LUTTES

POUR LES SALARIES DU CENTRE D'ECHANGES LYON PERRACHE

En 2021, la Métropole a choisi de ne pas renouveler son contrat de nettoyage du Centre d'Échange Lyon-Perrache avec la société Arc-En-ciel, provoquant le licenciement par l'employeur des salariés affectés à cette mission. Mobilisés sans relâche pour faire évoluer la situation, notre groupe a collaboré étroitement avec les syndicats pour faire pression sur la Métropole afin de garantir aux employés la possibilité de retrouver un emploi, soit au sein de l'entreprise elle-même, soit, si nécessaire, par leur intégration au sein des équipes de la Métropole.

POUR L'HOPITAL HENRY GABRIELLE

Aux côtés du personnel soignant et des militants mobilisés sans relâche pour le maintien de l'hôpital Henry Gabrielle sur son site d'origine, notre groupe est solidaire des collectifs et continuera à utiliser tous les moyens institutionnels et politiques à sa disposition.

CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Cette année a également été le théâtre d'une progression fulgurante des idées d'extrême droite et d'une décomplexion totale des groupuscules qui sévissent à Lyon et ailleurs sur le territoire national. Engagés sans relâche sur le sujet, nous rappelons et continuerons de rappeler dans le cadre institutionnel comme médiatique, le danger que fait courir l'extrême droite sur notre démocratie, et sur la sécurité des personnes, notamment issues des minorités, ou des militants politiques de notre courant. Nous tenons pour responsables celles et ceux qui, dans notre pays, banalisent les propos violents et racistes. Ainsi que celles et ceux qui en plus de ne pas avoir dressé de mur entre eux et l'extrême droite, ont orchestré la diabolisation d'une gauche, soit disant extrême, soit disant dangereuse pour la démocratie.

Sur notre territoire, nous demandons sans délai la fermeture des locaux où ces groupuscules peuvent encore se réunir.

EN CONSEIL

Au delà de l'engagement de terrain des élus aux côtés des habitant.e.s et des militant.e.s, le Conseil de la Métropole représente un moment important de l'action des élus métropolitains. Chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif, il permet 6 fois par an de s'exprimer publiquement sur un sujet, faire valoir des convergences ou divergences de point de vue, avec l'opposition, mais aussi envers les autres composantes de l'exécutif.

A chaque session, de nombreuses prises de paroles sont tenues par les élus. Au cœur de l'action du groupe cette année, nous retenons ces 6 prises de paroles majeures :



1

RÉGIE PUBLIQUE DE L'EAU

Depuis les premières heures du mandat, notre groupe agit auprès de la vice-présidente, Anne Groperrin, pour faire advenir une Régie Publique de l'Eau. C'est aujourd'hui chose faite ! L'eau bue au quotidien par les grand.e.s Lyonnais.es est désormais publique !

Avec une intégration inédite des usagers et des citoyens dans sa gestion, la Régie Publique est un modèle de gestion que nous souhaitons pour l'ensemble des ressources et des biens communs, pour les protéger des logiques marchandes. Depuis cette année, Florestan Groult est le Vice-Président de cette Régie Publique, pour notre grande fierté !

2

ZONE A FAIBLES EMISSIONS ET MOBILITES

Alors que la collectivité fait face à un enjeu majeur de réduction de la pollution de l'air, l'exécutif écologiste a souhaité en début de mandat renforcer le dispositif ZFE prévu par le gouvernement. Préoccupés par l'urgence écologique, ce nouveau cadre de la ZFE nous semble toutefois inapproprié pour les ménages les plus précaires. Nous avons fait valoir au cours de l'année la nécessité de développer bien plus les aides pour le remplacement d'un véhicule et d'accélérer très massivement la communication autour de cette nouvelle politique. Aussi, nous avons pour conviction que la ZFE ne sera réussie que si elle inclut la gratuité des transports en communs, et la mise en place d'un service publique d'autopartage sur la Métropole.

3

BUDGET

Depuis des dizaines d'années, la réduction de la « dépense publique » est la boussole de l'État et des gouvernements de droite. Nous aurions trop de fonctionnaires, trop de prélèvements obligatoires, trop de taxes, trop d'impôts. Pour nous, les collectivités et les services publics sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas. Pour cette année 2023, nous avons voté un budget que nous avons jugé ambitieux et sérieux. Nous resterons toutefois vigilants à ce que la Métropole ne se repose pas sur une vision trop « gestionnaire » des politiques publiques : La très bonne santé financière de la Métropole de Lyon et sa capacité de désendettement très rapide (3 ans) doivent nous inciter plus que jamais à investir pour l'avenir !

4

EXPÉRIMENTATION RSA

En septembre 2022, la Métropole de Lyon s'est portée candidate à une expérimentation pour tester notamment la conditionnalité du RSA sur son territoire. Sujet de divergence avec la majorité écologiste, nous avons choisi de voter contre en juin dernier, la participation de la collectivité à cette politique tout droit issue du programme macroniste, menaçant les acquis sociaux et fragilisant les personnes les plus précaires étant un ligne rouge. Au sein de l'hémicycle, le groupe MIRS est le seul groupe à avoir voté contre cette décision. Si les verts ont indiqué que la Métropole sortirait de l'expérimentation au moindre signe de chantage à l'allocation, la politique de casse sociale et de stigmatisation des plus faibles ne nous rassure pas sur le but véritable de cette expérimentation de la part du gouvernement. Certains qu'il ne s'agit que d'une étape supplémentaire dans le processus d'ultralibéralisation de notre société, nous nous y opposerons de toutes nos forces.



Expérimentation France Travail
27 Juin 2023

« Notre territoire ne peut pas servir de marchepied à une réforme qui vise à détricoter le droit du travail acquis après de longues luttes par les syndicats. »

Moïse DIOP
Conseiller métropolitain
des Lônes et Côteaux

@groupemirs mirs



5

MINEURS NON ACCOMPAGNES

Face à un nombre exponentiel de demandes, le dispositif de prise en charge des mineurs non accompagnés sur le territoire métropolitain est saturé. Fautes de moyens, un nombre important de mineurs ne peuvent être pris en charge à leur arrivée. Par la suite, les jeunes ayant vu leur minorité non validée se retrouvent sur le territoire sans solution. Grâce au travail des collectifs, les jeunes sont logés dans des squats ou sous des tentes, comme aujourd'hui dans le square Sainte-Marie Perrin. Après avoir vécu des parcours de vie difficiles, de nombreux jeunes se retrouvent dans la rue, exposés à des conditions météorologiques rigoureuses et à la menace directe de l'extrême droite. Il devient impératif d'agir rapidement pour garantir leur bien-être et leur sécurité. Si nous saluons les avancées politiques de la Métropole de Lyon depuis 3 ans, notamment la création de la Station, les efforts menés sont encore insuffisants face à l'urgence de la situation. Nous sommes mobilisés pour demander l'ouverture de logements vacants afin de mettre ces jeunes à l'abri, l'augmentation des moyens alloués aux politiques d'accueil et de travailler à un plaidoyer national pour que l'Etat prenne sa enfin toute sa part afin de sortir rapidement de cette crise.

6

PFAS

Le travail d'investigation mené par des journalistes indépendants le long du Rhône a permis de démontrer la réalité des polluants de l'industrie chimique et ses dangers sur la santé humaine sur notre territoire et sur les communes limitrophes.

Aujourd'hui, seulement 20 perfluorés sur plusieurs milliers sont réglementés par l'État. Cette réponse, malgré un calendrier accéléré grâce au volontarisme de la Métropole, est encore trop peu. L'État doit légiférer. Aussi, nous demandons à ce que le principe du pollueur-payeur s'applique. Il n'est pas envisageable que les industries continuent, sur notre territoire comme ailleurs, leurs activités sans participer à la réparation des dégâts environnementaux et sanitaires qu'elles provoquent, en faisant porter le poids financier aux collectivités publiques. Le chemin est encore long pour les habitants de la vallée de la chimie et nous devons rester vigilants pour leur sécurité. De nombreuses énergies citoyennes sont aujourd'hui déployées aux côtés des associations et collectifs. Nous nous tenons à leurs côtés et les remercions.

FOCUS SUR

UNE ANNEE DE VICE-PRÉSIDENCE AU SPORT ET À LA VIE ASSOCIATIVE

Suite à une proposition formulée par le Président de la Métropole, et après une longue phase de réflexion sur la signification politique que cela induit, notre groupe a accepté de rejoindre l'exécutif de la Métropole de Lyon.

Florestan Groult est ainsi devenu en septembre 2022, le 23ème Vice-Président au Sport et à la Vie Associative.

Florestan, peux-tu revenir sur ta nomination en tant que Vice-Président au Sport et à la Vie associative à la Métropole de Lyon. Pourquoi et dans quel contexte avez-vous accepté cette vice-présidence et quelles en sont les implications ?

Florestan : Tout d'abord, la décision de prendre une Vice-présidence découle d'une discussion collective du groupe MIRS dans un contexte politique inédit et déterminant. Il nous semblait important de soutenir localement l'avènement de la NUPES impulsée nationalement par la France Insoumise au moment des élections législatives. S'engager plus avant dans la majorité métropolitaine en intégrant un exécutif, dans lequel nous n'étions pas présent jusque-là, présente indéniablement des avantages en plus de ce premier sens politique. Avant tout, c'est pouvoir impulser des politiques publiques relatives à notre délégation. C'est aussi pouvoir se rapprocher des centres décisionnels, et être au cœur d'une certaine action publique. Inévitablement, c'est aussi être quelque part dépositaire de l'action de l'ensemble de l'exécutif métropolitain, rassemblant d'autres composantes politiques avec des points de vue parfois différents sur certains dossiers. Cela implique de la négociation et l'exercice du compromis. Chacun a des colonnes vertébrales politiques différentes. Celle du groupe MIRS, qui incarne le positionnement de la France Insoumise dans le Conseil Métropolitain, est de voir les choses avant tout à travers un prisme politique antilibéral et en axant toujours sur la lutte des classes. Le positionnement du groupe jusqu'ici, dans la majorité mais sans vice-présidence a plutôt été celui d'aviser les propositions émises en faisant valoir notre parole auprès de nos partenaires quand il s'agit de suivre les dossiers et de pousser pour assurer que les valeurs du programme commun soient respectées. Le droit d'initiative sur la délégation qui nous est confiée s'accompagne donc de plus de diplomatie institutionnelle dans un équilibre des forces qui est celui du résultat des urnes en 2020. Au regard de cet ensemble d'opportunités et de contraintes, classiques au mode de gouvernement d'une majorité plurielle, nous avons finalement décidé de nous lancer... Pour le moment, ça marche !

As-tu des exemples de décisions ou de politiques que vous avez du négocier ?

Florestan : Globalement, sur les décisions que je prends sur mes délégations Sport et Vie Associative, il faut souligner la confiance apportée et la possibilité de conduire le débat et les propositions. En dehors du champ de ma délégation, nous agissons en tant que groupe. Une majorité plurielle c'est toujours un socle d'accords, et des dossiers singuliers pour lesquels il peut y avoir divergences de vue. C'est sain, il faut sortir du mythe qu'on est tous d'accord sur tout. Il faut plutôt faire fonctionner l'enrichissement des points de vue. Comme pour le programme NUPES, on peut noter la majorité de ce sur quoi on est d'accord et les points où l'on doit encore discuter. Nous l'avons fait sur la ZFE étendue ou l'entrée dans



l'expérimentation France Travail sur le territoire métropolitain. C'est là qu'il y a eu discussions et négociations portées par le groupe. Sur la ZFE, nous considérons que l'extension du périmètre prévu à l'époque aux communes de l'est lyonnais constituait une injustice sociale trop importante. De plus, l'interdiction des Crit'Air 2 en 2026 et le montant des aides que nous jugions trop faibles pour pouvoir changer son véhicule créaient une ZFE trop déséquilibrée. Le groupe a donc négocié de rester en cohérence en restant sur sa position de début de mandat de ne pas voter la délibération en l'état. Ce qui ne veut pas dire que le travail partenarial ouvert par nos partenaires, et dans lequel se sont impliqués les élus MIRS, n'a pas fonctionné. Même si ce n'est pas toujours évident, qu'on aurait aimé aller plus loin, il est là et il produit des choses. Le périmètre et l'interdiction du Crit'Air 2 ont été modifiés vers une ZFE plus légère pour les classes populaires. Le pack "je découvre" qui permet, au moins pour un temps, de bénéficier d'un vrai accompagnement au changement de mobilité (par la gratuité d'un abonnement TCL par exemple) est, par sa dimension inconditionnelle, une vraie insertion politique à l'écoute de nos préoccupations. Sur le RSA c'était un peu différent. Alors que nous essayons toujours de penser nos votes pour faire une majorité homogène face au bloc de droite (pour la ZFE nous nous sommes abstenus, nous n'avons pas voté contre), l'entrée de la Métropole dans l'expérimentation France Travail, non prévu au programme commun, s'est heurtée à une différence de vue initiale. Moins qu'une remise en question de la manière dont est conduit le projet sur chaque compromis local à faire avec notre pensée politique globale, nous nous astreignons à faire une évaluation qu'on pourrait résumer en quelque sorte à : "est ce que le jeu en vaut la chandelle ? ". Parfois c'est oui, d'autres fois c'est non. Pour cette expérimentation c'était non. La manière dont elle se lie avec une future réforme (portée par un gouvernement connu pour ne jamais écouter toute autre parole politique qui n'est pas celle présidentielle) qui, dans ces fondements, vient interroger l'inconditionnalité d'une allocation de survie nous semblait être un compromis trop grand à faire quand bien même elle permettait des moyens financiers. C'est un choix, une position. C'est le seul dossier sur lequel nous avons fait un vrai pas de côté. À présent nous sommes en vigilance sur les conditions d'expérimentations, et l'engagement par la Métropole de se retirer de la réforme si les conditions qu'elle a posées n'étaient pas respectées.

Comme j'ai pu le présenter juste avant, pour chacun des votes en tant que VP, j'adopte toujours une position négociée en amont, soit identique au groupe, soit en déport.

Voilà ! Après, je crois qu'il ne faut pas oublier quand même que nous faisons en commun : RSJ, gratuité partielle des TCL, plan Nature, régie publique, désimperméabilisation des sols, fermes semencières...

Certains essayent d'instrumentaliser nos divergences, moi j'y vois juste l'exercice sain d'une démocratie dans une majorité qui ne doit pas faire oublier notre objectif principal qu'on conduit en commun : changer la vie des gens en mieux !

Parlons de la posture que vous adoptez en tant que vice-président insoumis. Comment envisagez-vous votre rôle au sein de cette mission ?

Florestan : Tant de choses à dire, à faire ! Être au plus près du terrain, des besoins ! Ma principale priorité en tant que vice-président insoumis est de ré-insuffler un sens et une direction politique dans une action publique qui peut tomber assez vite dans le piège de la gestion. Faire de la politique, c'est mettre concrètement en place une vision du monde. Au sens noble du terme, c'est cette question : quel modèle voulons-nous ? Quels choix de vie ? Ces questions, qui, peut-être, ont ponctué vos discussions de fin de soirée d'été "C'est un choix de modèle", doivent prendre corps dans la cité, concrètement ! C'est donc toujours s'écarter du discours selon lequel ce serait compliqué à mettre en place juridiquement ou administrativement les choses de par les contraintes du modèle actuel. Mon rôle est de mettre en mouvement services, élus et habitants pour concrétiser une idée qui répond à un besoin. Attention : bien sûr qu'il y a toujours besoin d'identifier les contraintes techniques ou juridiques. Mais ce ne doit pas être elles qui soient la raison d'être de l'action. À ce sujet, je tiens à dire que j'ai une chance inouïe d'avoir des services à l'implication et l'expertise technique extraordinaire. Je tiens à le souligner parce ces agents du service public, au service du public, portent à bout de bras une fonction publique attaquée en permanence par la doxa libérale. Protéger vos services publics, c'est protéger les gens qui prennent le plus soin de vous, pour vous !

Je compléterai aussi en disant qu'être un élu insoumis c'est toujours, dans toutes les politiques, réaffirmer l'universalité des droits d'accès et des droits fondamentaux, au lieu de les réduire à de simples considérations de solvabilité économique.



Par exemple ?

Florestan : Prenons l'exemple de la gestion de l'eau. Plutôt que de traiter l'accès à l'eau comme une question technico-économique, nous souhaitons réaffirmer le service public comme l'instrument collectif d'un droit universel à l'eau pour tous. C'est un changement de paradigme. C'est pour cela que nous avons sorti le service public de l'eau potable de la Métropole de Lyon de l'emprise du privé pour la remettre en Régie Publique. L'eau, besoin fondamental pour la vie humaine, doit être gérée par la collectivité en dehors d'une logique de profit. De plus, cette régie intègre désormais des usagers et des citoyens dans sa gestion. Ça c'est une véritable politique NUPES. Sur ce dossier, il faut souligner la conduite politique de la vice-présidente Anne Groperrin, qui en plus d'avoir impliqué l'ensemble des groupes de la majorité, rejoint -dans une vraie rencontre politique- l'attachement à la "fabrique citoyenne de l'action publique" qui m'est également très chère. Elle consiste à impliquer activement les citoyens dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. Nous croyons en la nécessité d'une collaboration étroite entre les citoyens et les décideurs politiques. Notre rôle d'élus et maintenant pour moi de décideur est de maintenir un lien fort entre l'administration et les citoyens sur le terrain. Nous devons nous assurer que les politiques adoptées répondent réellement aux besoins et aux préoccupations des gens. De plus, la redevabilité envers nos électeurs est essentielle. Nous faisons partie d'un groupe politique qui rend des comptes à la population, et c'est un engagement que nous prenons très au sérieux. C'est ce que nous faisons d'ailleurs avec ce Service Après Vote, ou via le Métropole Tour.

Concrètement, qu'est ce qu'est être un élu insoumis au sport et à la vie associative ?

Je vous invite à lire en détail les prochaines pages ! Pour bien comprendre le rôle de la Métropole et nos politiques publiques sur ce sujet, il faut aussi rappeler que les compétences sports et vie associative sont d'abord des compétences à centralité communale. Et c'est très bien comme ça, ce sont des compétences de proximité directe, et il s'agit de préserver le bloc communal. La métropole intervient donc plutôt dans une logique d'accompagnement des communes, de construction de l'égalité et cohésion territoriale, ou pour des projets et dispositifs d'envergure métropolitaine ou de mutualisation intercommunale. C'est un sacré défi car le territoire est énorme. Comme élu au suffrage universel direct, je suis très attaché et attendu en proximité. Mais avec 59 communes, 2000 clubs sportifs, 30 000 associations ... c'est pas évident ! Imaginez-vous 59 forums des associations ! C'est souvent une source de frustration. Alors on fait le maximum, et de ce souhait d'être en permanence sur le terrain, l'articulation avec mes homologues communaux est donc essentielle.

En termes de marqueurs politiques des politiques publiques, puisque j'ai pu en souligner à quel point c'était important, voici ceux que j'ai souhaité poser. Le rôle d'un élu insoumis au sport, c'est d'abord mettre tout en œuvre pour déployer des dispositifs d'accès au sport, notamment pour celles et ceux qui en sont le plus éloignés ou exclus. Notre autre marqueur est de considérer le club comme un espace social particulier. La vie du club, c'est souvent un bel espace pour (re)faire société, permettre de faire collectif et travailler les questions d'égalité, de citoyenneté, d'éducation populaire, de partage des responsabilités et des décisions. Le club de vie, fort de ce travail, irrigue ensuite tout le quartier, toute la cité. Et enfin, notre dernier marqueur c'est que le "faites" du sport c'est aussi la "fête" du sport ! La politique à la fin c'est quand même bien permettre un bonheur collectif. Et chaque week-end, du match de quartier au match de l'équipe fanion, du petit au grand tournoi, ... il faut soutenir et favoriser la vie sociale qui s'établit autour du sport.

En ce qui concerne la vie associative, mon rôle est de reconnaître la vie associative comme une politique publique à part entière de la Métropole de Lyon. C'est ce que nous avons fait au travers d'une délibération cadre votée en juin dernier qui sanctuarise la politique associative pour les 3 prochaines années. En réaffirmant le droit d'initiative des associations et les principes de la liberté associative, cette délibération a permis de protéger ce droit fondamental et donner les moyens de permettre à toutes et à tous, par le biais de l'engagement et de l'éducation populaire, d'acquiescer les leviers pour penser et transformer le monde, ainsi que d'y défendre ses droits. Ensuite, nous avons également réintégré la notion d'éducation populaire au centre de notre action : l'éducation populaire c'est arrêter de dire que la citoyenneté ne consiste qu'à obéir aux règles qui régissent notre vie sociale, c'est reconnaître pour chacun.e le droit et la possibilité de les transformer.



LA POLITIQUE SPORTIVE



Les orientations politiques du plan sport de la Métropole de Lyon se déploient dans un contexte où la centralité de la compétence n'est pas intrinsèque à la Métropole, bien que la loi NOTRE la confirme dans son rôle d'animateur territorial. L'approche retenue a été d'affirmer la politique sportive autour de trois axes fondamentaux :

→ Axe 1 : Permettre l'accès pour tout.e.s

En mettant l'accent sur la création des conditions et des moyens matériels nécessaires à la pratique, tout en soutenant l'accès libre et en levant les obstacles à la participation. Cela implique une attention particulière à l'égalité femmes-hommes, au renforcement de l'accessibilité pour les publics défavorisés, notamment dans le domaine du handi-sport, et à l'inclusivité globale. Le sport est un droit !

→ Axe 2 : Club de vie et vie du club

Cet axe souligne et positionne le rôle essentiel "du club" dans le sport. Faire collectif autour d'un objet commun, d'une passion, d'une pratique commune... c'est ça la vie du club ! Pour en faire un lieu d'émancipation individuel et collectif, irrigué et irriguant la cité au sein duquel, au delà de la pratique sportive ou de la performance, est mise au travail l'égalité, la démocratie, le partage des responsabilités, la compréhension et la réduction des dominations sociales systémiques. Il faut y souligner également le rôle extraordinaire des éducateur.ice.s et bénévoles.

→ Axe 3 : Fête du sport

Le sport est un véritable ferment social et de rassemblement populaire. Dans cette perspective, il est essentiel d'être au service des initiatives sur le territoire pour trouver un équilibre harmonieux entre la coopération et la compétition, en renforçant le soutien au sport amateur en soutenant les fêtes sportives "du week-end" avec les moments de cohésion populaire autour des équipes fanions.



LA POLITIQUE ASSOCIATIVE

Au sein de la Métropole de Lyon, foisonnent plus de 30 000 associations, donnant vie à une multitude d'initiatives citoyennes. Portée par plus de 300 000 bénévoles engagés, la dynamique associative est le cœur battant de notre territoire. La feuille de route qui guide la politique associative en cours est façonnée autour d'un objectif central et de deux axes essentiels :

Objectif : Consolider et réaffirmer le rôle de la Métropole dans le soutien aux associations

→ Axe 1 : Renforcer l'accompagnement des associations.

Il s'agit de permettre l'accompagnement des initiatives habitantes, associations au sens premier de la loi de 1901 : un collectif qui se regroupe pour faire vivre un objet social de leur choix. L'idée est donc de sécuriser les moyens des Point d'Appuis à la Vie Associative métropolitaine, forme de Maisons associative des associations, lieu de ressources pour l'animation de leur collectif, leur gestion et leur vie démocratique en totale auto-détermination. S'y adosse un travail pour une meilleure lisibilité des parcours d'accompagnement et d'accès aux aides disponibles.

→ Axe 2 : Soutenir l'engagement, la citoyenneté et l'éducation populaire.

L'approche retenue se fonde sur une redéfinition collective de la notion d'engagement et de citoyenneté au cœur de l'actualité, et parfois dévoyée. Il s'agit bien là de se donner les droits et les moyens de réfléchir le monde, et de le transformer. L'idée d'éducation populaire, portée par la résistante Christiane Faure, retrouve ainsi une place centrale dans les politiques métropolitaines. Dans un comité portant son nom, chercheur.e.s, acteur.ice.s, habitant.e.s, élu.e.s seront en charge de redéfinir les modes d'interventions métropolitaines en faveur de l'éducation populaire pour les 3 années à venir.

LES MANDATS DE FLORESTAN

VICE-PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE DE LYON

Politique sportive et
coordination des animations
sportives – Vie associative

EAU PUBLIQUE DU GRAND LYON

Vice-Président

COMMISSION PROXIMITE, ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE

Président de la commission

SAGYRC

Vice-Président délégué à la
prévention des inondations de
ce syndicat mixte gérant les
cours d'eau du bassin versant
de l'Yzeron.

UNE SEMAINE AVEC LE VP



Soyons francs : en réalité aucune semaine ne se ressemble. Mais voici un agenda type pour donner à voir le quotidien d'un vice-président

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8	Urgences et point agenda	Réunion exécutif métropolitain	Point groupe MIRS & COM	Copil Sport Sport-Santé	Rencontre acteurs terrain		Mails et travail de fond sur les politiques publiques
10	Rencontre acteurs terrain			Copil Sport Equipements			
12	Rencontre acteurs terrain	Traitement des urgences	Traitement des urgences	Copil Christiane Faure	Rencontre acteurs terrain	Evènements sportifs, associatifs, inaugurations, matchs, évènements de quartier...	
14	Evènements publics	Point hebdo équipe sport	CT Proximité Environnement Agriculture				
16	Point équipes SAGYRC ou régie			Point hebdo vie associative	Point équipes SAGYRC ou régie		Evènements sportifs, associatifs, inaugurations, matchs, évènements de quartier...
18		Point exécutif régie publique					
20	Traitement des mails	Traitement des mails	Temps personnel	Réunions militantes	Évènements publics		
22							

LE METROPOLE TOUR

METROPOLE TOUR

Venez échanger avec nous !

- 1 **Lyon** 3 avril - Maison de l'Ecologie
- 2 **Feyzin** 27 avril - Salle des Fêtes
- 3 **Bron** 1e juin - Espace Pestourie
- 4 **Villeurbanne** 19 juin - Local Pop'

Inscriptions sur  **Action Populaire**

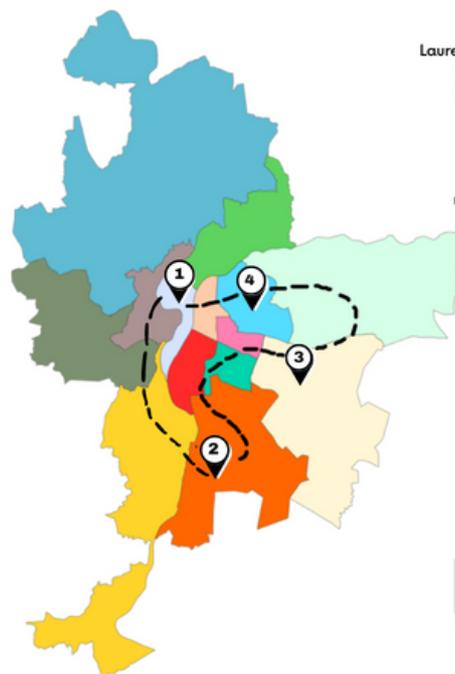
Florestan Groult
VP Sport et Vie associative



Laurent Legendre
Président du groupe MIRS



Moïse Diop
Conseiller métropolitain



mirs
Métropole insoumise, résiliente et solidaire

www.groupemirs.fr

Ce printemps, les élus du groupe Métropole Insoumise Résiliente et Solidaire sont partis en tournée dans la Métropole de Lyon à la rencontre des Grandes Lyonnaises et des Grands Lyonnais. Au total, ce sont 4 réunions publiques qui se sont tenues dans la Métropole. Le but de cette tournée ? **Faire mieux connaître les compétences métropolitaines et le rôle d'un élu insoumis dans le conseil métropolitain, présenter le groupe et ses actions, et surtout, échanger avec vous sur les problématiques spécifiques de vos territoires, et recueillir vos témoignages et vos suggestions.**



Les discussions issues de cette tournée ont fait émerger un foisonnement d'idées et de volonté d'initiatives aux côtés du groupes pour la suite du mandat. Nous avons alors décidé de tenir à l'automne une grande réunion de synthèse de ce Métropole Tour, qui sera aussi l'occasion de mettre en marche toutes les énergies volontaires pour travailler sur les politiques métropolitaines et générer un mouvement autour de ces questions passionnantes.

Envie d'y participer ? Les dates seront très bientôt publiées sur nos réseaux sociaux ou notre site internet www.groupemirs.fr. Restez connectés !

Métropole insoumise, résiliente et solidaire

// RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022-23

REMERCIEMENTS

Comme chaque année, le travail effectué n'aurait été possible sans le soutien et les efforts d'un certain nombre d'élu·e·s, de militant·e·s, de collectifs et de professionnels du Grand Lyon et d'au-delà. Nous tenons encore une fois à les remercier sincèrement.

- À l'ensemble des militant·e·s des associations, collectifs, syndicats et professionnels que nous avons rencontré·e·s ;
- Aux électeurs qui ont apporté leurs suffrages à notre organisation politique ;
- À l'ensemble des militant·e·s des groupes d'action de La France Insoumise ;
- Aux élu·e·s insoumis et alliés des communes du Grand Lyon qui nous aident à appréhender les réalités de leurs territoires ;

**Un immense merci pour
votre soutien continu et
votre participation au
travail du groupe politique.**

Coordonnées :

Métropole insoumise, résiliente et solidaire

Hôtel de la Métropole

20, rue du Lac - 69003 Lyon

 www.groupemirs.fr

 elus@groupemirs.fr

 &  @groupe**mirs**